

ANNEXE AU RAPPORT NATIONAL DU NIGER AU TROISIEME CYCLE DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité - Travail – Progrès

MINISTRE DE LA JUSTICE

CABINET DU MINISTRE

**Secrétariat Permanent du Comité Interministériel
Chargé de la Rédaction des Rapports aux Organes
des Traités et de l'Examen Périodique Universel**

TABLEAU SUR L'ETAT ACTUEL DE MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DU DEUXIEME CYCLE DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL DE 2016

	INTITULES DES RECOMMANDATIONS CONDENSEES	PAYS AYANT FORMULE LES RECOMMANDATIONS	STRUCTURES ETATIQUES CHARGEES DE LA MISE EN OEUVRE
1	Abolir de la peine de mort par ratification du 2^{eme} protocole et modification de la législation pénale	France, Italie, Luxembourg, Chili, Norvège, Monténégro, Espagne, Uruguay, Belgique, Costa Rica, Portugal, Slovénie, Djibouti, Géorgie, Australie, Afrique du Sud, Togo, Ukraine (18)	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de la Justice Assemblée Nationale

2	Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'Enfant établissant une procédure de communication individuelle	Chili (1)	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de la Promotion de la Femme Protection de l'Enfant Assemblée Nationale
3	Ratifier la Convention n°189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques	Philippines (1)	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Protection Sociale Assemblée Nationale
4	Ratifier le Protocole Additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Personnes Agées	Sénégal (1)	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de la Population Assemblée Nationale
5	Mener une campagne de sensibilisation et d'éducation auprès des populations afin d'éliminer tous les obstacles socioculturels qui empêchent le plein exercice des droits des femmes	France, Angola, Azerbaïdjan, Géorgie, Italie, Ukraine, Uruguay, Sierra Léone (8)	Ministère de la Promotion de la Femme /PE CNDH
6	Prendre les mesures nécessaires pour éliminer le travail des enfants, la vie dans la rue, la mendicité, la violence familiale, la traite des enfants, les conflits armés et l'exploitation sexuelle	Mexique, Panama, Ukraine, Brésil, Djibouti (5)	Ministère de la Promotion de la Femme/PE Ministère de l'Emploi, du Travail/PS Ministère de la Justice Ministère de l'Intérieur

7	Inclure l'éducation aux droits de l'homme dans tous les programmes d'enseignement et les systèmes scolaires	Maroc (1)	Ministères en charge des enseignements primaire, secondaire et techniques
8	Introduire dans le Code pénal des dispositions criminalisant les actes de torture et mettre en place un mécanisme national de prévention conformément au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture	France, Australie (2)	Ministère de la Justice CNDH Assemblée Nationale
9	Procéder à un examen des conditions pénitentiaires dans les différents lieux de détention du pays et mettre en œuvre un plan pour remédier à la surpopulation carcérale	Etats-Unis d'Amérique, Ukraine (2)	Ministère de la Justice
10	Accroître les efforts visant à prévenir la violence sexuelle et sexiste, en particulier en ce qui concerne les groupes à risques, tels que les filles réfugiées, et réduire les inégalités entre les sexes en améliorant de toute urgence la législation et les programmes éducatifs	Costa Rica, Botswana, Portugal, Côte d'Ivoire (4)	Ministère de la Promotion de la Femme/PE Ministère de l'Enseignement Primaire/A/PLN/EC Ministère de l'Intérieur/SP/D/ACR
11	Envisager de prendre des mesures visant à introduire un moratoire de facto et de jure sur la peine de mort	Géorgie, Namibie (2)	Ministère de la Justice Ministère des Affaires Etrangères
12	Ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées	Ghana (1)	Ministère des Affaires Etrangères Assemblée Nationale
13	Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles	Espagne (1)	Ministère des Affaires Etrangères Assemblée Nationale

14	Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés	Espagne (1)	Ministère des Affaires Etrangères Assemblée Nationale
15	Retirer ses réserves aux principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, et notamment à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	Sierra Léone (1)	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de la Justice
16	Mettre en place des cadres normatifs en vue de faciliter l'incorporation dans son droit interne des instruments relatifs aux droits de l'homme qu'il a ratifiés	Sierra Léone (1)	Ministère de la Justice
17	Prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre sa législation en pleine conformité avec le Statut de Rome, en particulier en adoptant des dispositions permettant une pleine coopération avec la Cour pénale internationale	Costa Rica, Belgique (2)	Ministère de la Justice
18	Adopter des dispositions législatives interdisant la pratique de Wahaya	Ukraine, Malaisie, Espagne, Royaume-Uni, Géorgie, Luxembourg, Italie, Nicaragua (8)	Ministère de la Justice
19	Adopter un plan national à long terme associant les communautés locales et la société civile, afin de réduire la pratique de l'esclavage traditionnel dans certains groupes ethniques, d'éviter que cette pratique ne se poursuive dans les générations futures et de l'éliminer définitivement	Malaisie, Egypte, Géorgie, Luxembourg, Italie, Uruguay, Nicaragua, Iran (8)	Ministère de la Justice

20	Poursuivre ses efforts en vue de renforcer la Commission nationale des droits humains, conformément aux Principes de Paris et avec la pleine participation de la société civile et créer une institution indépendante et spécialisée chargée d'enquêter sur toutes les allégations de violation des droits de l'homme	Indonésie, Chili, Portugal, Sénégal, Tunisie, Afghanistan (6)	CNDH Ministère de la Justice
21	Continuer à appliquer la politique nationale Justice et droits humains	Pakistan (1)	Ministère de la Justice
22	Ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de Génocide et la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et crimes contre l'Humanité	Côte d'Ivoire, Arménie, Ghana (3)	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de la Justice
23	Poursuivre les efforts pour améliorer les conditions de vie de la population et promouvoir le développement économique et social	Chine, Ethiopie, Venezuela (3)	Ministère du Plan
24	Améliorer l'infrastructure du système de soins de santé dans tout le pays et renforcer l'accès des femmes et des filles aux établissements de santé, à la planification familiale, à la santé sexuelle et réduire la mortalité infantile	Madagascar, Pays-Bas, Malaisie, Egypte (4)	Ministère de la Santé Publique
25	Redoubler d'effort dans la mise en œuvre du Plan National d'Actions relatif à la lutte contre la traite des personnes 2014-2019 et réaliser une étude nationale sur la prévalence de l'esclavage et des pratiques esclavagistes, en coopération avec les parties prenantes nationales et internationales	France, Italie, Indonésie, Norvège (4)	Ministère de la Justice

26	Poursuivre les efforts entrepris pour promouvoir et protéger les droits des enfants et des personnes handicapées et Continuer de mettre en œuvre la Politique nationale de protection sociale pour les personnes handicapées	Iran, Sénégal, Pakistan (3)	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant Ministère de la Population
27	Continuer à protéger et à respecter les normes et obligations relatives aux droits de l'homme dans la lutte contre les activités terroristes et renforcer les mesures prises au niveau national pour contrôler les frontières et lutter contre la traite des êtres humains et le trafic de drogues et contre les activités terroristes de Boko Haram aux frontières et continuer d'assurer une coordination efficace avec les pays voisins à cet effet	Philippines, Egypte, Ethiopie, Libye, Malaisie, Irak, Nicaragua (7)	Ministère de la Justice Ministère de l'Intérieur /SP/D/ACR Ministère de la Défense Nationale
28	Soumettre tous les rapports en retard aux organes conventionnels concernés et élaborer un mécanisme de suivi et de mise en œuvre des recommandations des organes des Traités et de l'Examen Périodique Universel	Costa Rica, Irak, Azerbaïdjan, Philippines, Sierra Léone, Danemark (6)	Ministère de la Justice
29	Renforcer les mesures visant à promouvoir les droits des femmes et à protéger les femmes contre toute forme d'esclavage et de sévices ou autres pratiques culturelles néfastes par le biais de la législation, des politiques et des programmes pertinents	Côte d'Ivoire, Costa Rica, Australie, Botswana, Congo, Géorgie, Italie, Mexique, Soudan du Sud, Espagne, Ukraine, Royaume-Uni, USA, Panama, Pays-Bas (15)	Ministère de la Promotion de la Femme /PE Ministère de la Justice
30	Intensifier la sensibilisation et la formation des femmes à l'exercice des responsabilités publiques	Maroc, Egypte (2)	Ministère de la Promotion de la Femme/PE

31	Créer un corps spécialisé dans l'administration pénitentiaire, établir un mécanisme national indépendant chargé de l'inspection des centres de détention	Togo, Ukraine (2)	Ministère de la Justice
32	Renforcer encore la législation nationale relative à la lutte contre la traite des êtres humains	Nicaragua, Ukraine, Iran, Allemagne (4)	Ministère de la Justice
33	Garantir le plein respect du droit à la liberté d'expression et à la liberté des médias en empêchant tout harcèlement et toute détention indue de journalistes et de militants de la société civile	Royaume-Uni, Allemagne, Ghana (3)	Ministère de la Justice
34	Respecter les libertés d'expression et d'association, à la fois en ligne et hors ligne, notamment en vue des élections prévues cette année (2016), et libérer les prisonniers politiques	Suisse, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique (3)	Ministère de la Justice
35	Protéger les défenseurs des droits de l'homme et veiller à ce qu'ils soient en mesure de mener leurs activités sans subir d'actes de harcèlement et d'intimidation	Irak, Allemagne, Ghana, Norvège, Pays-Bas (5)	Ministère de la Justice Assemblée Nationale
36	Adopter un plan d'action pour l'emploi des femmes et des jeunes	Azerbaïdjan, Maroc, Egypte (3)	Ministère de la Promotion de la Femme/PE Ministère de l'Emploi et Travail/PS
37	Poursuivre la mise en œuvre de l'Initiative 3N en vue de garantir l'effectivité du droit à l'alimentation et progresser dans la mise en œuvre effective des droits à l'eau et à l'assainissement, en renforçant les infrastructures publiques liées à l'eau	Cuba, Afrique du Sud, Madagascar, Espagne	Haut-Commissariat 3N Ministère de l'Agriculture/E Ministère de l'Hydraulique/A

38	Garantir l'accès gratuit à l'éducation pour tous les enfants sans discrimination aucune et accroître les taux de scolarisation, d'alphabétisation et d'achèvement et garantir l'égalité du droit à un enseignement de qualité pour les jeunes mères et les filles mariées	Egypte, Ukraine, Malaisie, Canada, Slovénie, Suisse, Algérie (11)	Ministère de l'Enseignement Primaire /A/PLN/EC
39	Promouvoir des campagnes de sensibilisation et des Politiques adaptatives pour éliminer les mariages d'enfants, les mariages forcés et les mariages précoces	Sierra Léone, Chili (2)	Ministère de la Promotion de la Femme /PE
40	Renforcer la protection des migrants et des réfugiés en appliquant la loi sur la traite des êtres humains et accroître les capacités opérationnelles de la Commission nationale d'éligibilité au statut de réfugié et de l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes (Allemagne)	Allemagne (1)	Ministère de la Justice Ministère de l'Intérieur/SP/D/ACR
41	Renforcer les mesures de protection et de sécurité pour l'exploitation des ressources naturelles, afin de protéger rigoureusement l'environnement, la santé et les droits des résidents locaux, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme	Burkina Faso, Ukraine, Slovénie, Suisse (4)	Ministère de l'Environnement Ministère des mines Ministère de l'Industrie
42	Adopter les décrets d'application de l'ordonnance sur le pastoralisme, garantissant la protection des droits fonciers et prendre des mesures concrètes pour renforcer la protection des droits des éleveurs	France, Danemark (2)	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
43	Garantir l'accès à la justice des populations les plus vulnérables et veiller à ce que les membres des Forces de défense et de	France, Mexique, Australie, Ghana, Argentine (5)	Ministère de la Justice

	sécurité responsables des violations des droits de l'homme soient traduits en justice		
44**	Lever les réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et ratifier le Protocole de Maputo en vue de garantir les droits des femmes	France, Portugal, Sierra Léone, Brésil, Angola, Argentine, Mexique, Luxembourg, Norvège, Canada, Slovénie, Panama, Afrique du Sud, Togo, Tunisie, Chili, Namibie, Chine, Portugal, Malaisie (20)	Ministère des Affaires Etrangères Ministère de la Promotion de la Femme /PE
45	Adopter un code de la famille qui garantisse l'égalité des droits entre l'homme et la femme et protège les filles des mariages précoces et forcés	Danemark, Algérie, Allemagne, Italie, Espagne, Ukraine, Canada, Monténégro, Argentine, Arménie, Botswana, Chili (12)	Ministère de la Promotion de la Femme /PE Ministère de la Population

**Les 5 réserves émises par le Niger portent sur les articles suivants :

1. art 2 alinéas d et f relatif à la non-discrimination entre l'homme et la femme en matière de succession ;
2. art 5 relatif à la modification des schémas et modèles de comportement socio-culturel de l'homme et de la femme ;
3. art 15 sur le libre choix par la femme de sa résidence et son domicile ;
4. art 16 alinéa c, e, et g paragraphe 1 sur les mêmes droits reconnus à l'homme et à la femme au cours du mariage et lors de sa dissolution et les mêmes droits de décider du nombre et de l'espace de naissance et le droit au choix du nom de famille ;
5. art 29 paragraphe 1 sur la soumission à l'arbitrage par un seul Etat du différend qui l'oppose à un autre relativement à l'interprétation et à l'application de la Convention (CEDEF).

15,5 %
80 %
4,5%
TOTAL 100%

En cours de mise en œuvre

Mise en œuvre effective

Pas encore de mise en œuvre

FAIT A NIAMEY LE 27 JANVIER 2020

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

MAROU AMADOU